



RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE, DE LA
CONJONCTURE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Division des Comptes Nationaux



NIGER COMPTE ANNUEL

AVRIL 2026

ECONOMIE



COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION RAPIDES 2025



Institut National
de la Statistique
NIGER



AVANT-PROPOS

La présente publication de l'Institut National de la Statistique (INS) est consacrée aux comptes économiques de la nation rapides 2025. La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux utilisée au Niger s'inspire des recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008). Quelques précisions méthodologiques figurent dans ce document.

Il convient de noter que les comptes rapides, établis sur la base des informations statistiques partielles, sont susceptibles de révision dans les prochaines éditions en fonction de la disponibilité de nouvelles données statistiques qui enrichiront ces comptes.

Cette édition comporte les principaux tableaux sur le Produit Intérieur Brut (PIB), des tableaux de synthèse et divers agrégats macroéconomiques.

L'INS exprime ses remerciements aux acteurs du Système Statistique National (SSN), ainsi qu'aux structures et institutions pour leur franche collaboration lors de la collecte de

données statistiques qui ont servi de base à l'établissement de ces comptes économiques. L'Institut les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration, en vue d'améliorer, non seulement la qualité des données, mais aussi de réduire les délais de la mise à disposition aux utilisateurs de ces informations statistiques consolidées, très utiles pour le processus de prise des décisions.

Malgré qu'il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu'il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services de l'Institut, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, l'INS accueillerait-il volontier toutes observations, remarques et suggestions complémentaires, qui permettront d'améliorer la qualité des prochaines éditions.

Directeur Général

Moussa MAMAN HASSAN

SIGNALETIQUE



OURS

Unité responsable : Division des Comptes Nationaux

Directeur de publication : Monsieur Moussa MAMAN HASSAN, Directeur Général de l'INS ;

Directeur de Rédaction : Monsieur Issaka AMADOU MAMANE, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Études Économiques (DCNCEE).

Chargés de la rédaction :

Chef du Service des comptes du secteur moderne et Chef de la Division des Comptes Nationaux (DCN) pi :

Docteur Boureima ISSA GUIRE

Cheffe du Service des comptes des secteurs primaire et informel : **Madame TASSIOU Mariama ALHADO**
Cadres :

Monsieur Abdou-Salam MAAZOU ICHAOU

Monsieur Aboubacar SAIDOU BOUREIMA

Monsieur Kassimou ABDOULAYE KORAOU

Madame ABDOU Halimatou ISSA IBRAHIM

Monsieur Djibrilla OUMAROU ANGOULA

Monsieur Sofiani BOUKARI

Monsieur Yayé SOUMANA

Monsieur Mamane LEHIDA ANDI

Monsieur Abdou Aziz HAMADOU

Monsieur Oukachatou SANI SALIFOU

Monsieur Abdoul Nasser ABDOULAYE TCHIAMBOU

Monsieur Awalou MALAM ISSAKA ABDU

Chargés de collecte, de la saisie et du traitement des données :

Monsieur Maalik SOUMAILA ABDU SALAMI

Madame Ramatou SALIFOU SEYNI

Monsieur Moussa INOUSSA BACHIROU

Monsieur Adamou BOUBACAR BEYAMINO



SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de capital fixe
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
ENESI	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
ERE	Équilibre Ressources Emplois
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
NCA	Non Classé Ailleurs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PP	Points de Pourcentage
RDM	Reste du Monde
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNB	Revenu National Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SNF	Société Non Financière
SSN	Système Statistique National
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VAB	Valeur Ajoutée Brute





SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sigles et Abréviations	iii
Sommaire.....	v
Avertissement	ix
Précisions méthodologiques	x
1. Cadre conceptuel	x
2. Contenu du document	x
3. Travaux de mise en œuvre du SCN 2008 et de changement d'année de base	xi
4. Retropolation de la série des comptes nationaux.....	xii
5. Difficultés et limites du document	xiii
I. Synthèse de l'activité économique	1
1.1 Situation économique internationale et nationale	2
1.2 Taux de croissance du PIB par branches d'activité.....	4
1.3 Contribution des branches d'activité à la croissance économique.....	5
1.4 Emplois du Produit Intérieur Brut	7
CONCLUSION	8
Remerciements	10
Annexes : série des comptes nationaux annuels 2024-2025	13
Glossaire des principaux termes utilisés.....	27





LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de la croissance économique mondiale par zone économique et pays (%) ...	2
Tableau 2 : Principaux indicateurs de l'Economie Nationale	3
Tableau 3 : Taux de croissance des branches d'activités (%).....	5
Tableau 4 : Contribution des branches d'activités à la croissance économique (%)	6
Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (%)	7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)	4
--	---

LISTE DES ANNEXES

Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA).....	13
Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)	14
Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chaîné aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA).....	15
Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)	16
Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chaîné aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA).....	17
Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)..	18
Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité (%)	19
Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (%)	20
Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (%).....	21
Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production).....	22
Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense).....	23





AVERTISSEMENT

Dans le cadre de l'amélioration des statistiques produites, l'Institut National de la Statistique (INS) a mené, au cours de la période allant de 2016 à 2019, des travaux de rénovation des comptes nationaux. L'objectif est de procéder au rebasage des comptes nationaux passant de la base 2006 à la base 2015 afin de prendre en compte le SCN 2008 et les changements dans la structure de l'économie. Une série des comptes a été produite sur la base 2015 puis elle a été retropolée à partir de l'ancienne série en remontant jusqu'en 2000. Depuis 2022, les missions d'AFRISTAT et autres missions techniques ont recommandé à l'INS d'élaborer les comptes en passant de la base fixe (c'est-à-dire au prix de l'année de base) à la base mobile (c'est-à-dire en volume, au prix de l'année précédente) conformément aux recommandations du SCN 2008.

Afin de s'aligner davantage sur les recommandations des Nations Unies en matière d'élaboration des comptes nationaux et être en phase avec les pays de la sous-région (UEMOA), l'INS a entrepris, depuis septembre 2023, des travaux de production de la série des comptes nationaux (2015-2022) sur ERETES. En outre, en octobre 2024, la mission d'AFRITAC de l'Ouest a recommandé de consolider les séries des comptes et les rendre plus cohérentes dans leurs évolutions. La prise en compte de cette recommandation a révélé la nécessité d'effectuer une révision des comptes au moins sur la période de 2015 à 2022, qui correspond à la série produite avec 2015 comme année de base.

L'établissement des comptes nationaux en volume crée une difficulté de comparabilité des années consécutives. Pour résoudre ce problème, il est recommandé de produire les comptes en volume chaîné au prix d'une année de base, en l'occurrence 2015. Cette procédure consiste à extrapoler les comptes en année de base (2015) par des indices de volume annuel, en enchaînant, jusqu'à l'année courante (2025). Cependant, l'inconvénient de la méthode de chaînage est qu'elle ne respecte pas la propriété d'additivité. Autrement dit, la somme des composantes en volume chaîné ne correspond pas à la valeur totale de l'agrégat. Eu égard au respect du critère de transparence des comptes nationaux, une ligne « écart statistique » est introduite, correspondant à la différence entre l'agrégat et l'addition de ses composantes en volume chaîné.

Ces travaux s'inscrivent, dans la ligne directrice que l'INS s'est fixée qui consiste à produire et à fournir aux utilisateurs des statistiques fiables, exhaustives, mises à jour et de qualité. A l'issue des travaux de révision de la série des comptes, des différences de données apparaîtront compte tenu du changement de la méthodologie.

L'élaboration des comptes économiques de la Nation repose sur un cycle de trois versions successives : rapide, provisoire puis définitive. Ce processus itératif permet de concilier progressivement la rapidité de diffusion de l'information économique avec l'exigence de précision statistique. Les données présentées dans ce rapport des Comptes Économiques de la Nation constituent la version rapide. A ce titre, les agrégats sont fondés sur des estimations et des sources partielles. Ils seront sujets à des révisions au fur et à mesure de l'intégration des résultats définitifs des enquêtes et des données administratives.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

1. CADRE CONCEPTUEL

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux au Niger repose sur les recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 2008). À partir de 2019, les comptes nationaux du Niger sont établis suivant le SCN 2008 avec la publication des premiers résultats sur la nouvelle base 2015.

La nomenclature des activités économiques au Niger est adaptée aux nouvelles nomenclatures des États membres d'AFRISTAT et de la CEDEAO, qui elles-mêmes s'inspirent des nomenclatures internationales, notamment la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev4¹).

Sur le plan technique, le cadre actuel introduit des évolutions majeures dans le traitement des volumes. Désormais, la série des comptes est établie aux **prix de l'année précédente (base mobile)**, rompant ainsi avec l'ancienne pratique qui privilégiait les prix de l'année de base 2015 (base fixe). Ce changement permet de prendre en compte l'évolution de la structure de l'économie à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base. De plus, afin de disposer d'une série d'agrégats comparables dans le temps, un chaînage des comptes a été effectué. Cependant, il faut rappeler que ce chaînage entraîne la perte de l'additivité entre la somme des composantes en volume chaînées d'un agrégat et ce dernier lui-même chaîné, dans le cadre de l'établissement des comptes en base mobile.

Enfin, pour parachever ce processus, les travaux de consolidation ont été effectués à l'aide d'une maquette Excel spécifique. Ce dispositif a été privilégié pour assurer une cohérence optimale des données finales en permettant une analyse en série tout en répondant à l'impératif de réduction des délais de publication.

2. CONTENU DU DOCUMENT

Ce document contient une analyse succincte de l'évolution de l'économie du Niger en 2025 en se concentrant sur les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques.

Il est présenté des tableaux relatifs au Produit Intérieur Brut (PIB) ainsi que des tableaux de synthèse des données macroéconomiques clés. De plus, il comprend des explications sur les concepts et les définitions utilisés dans l'analyse, ainsi qu'une nomenclature des

¹ CITI rev4 : quatrième révision de la Classification Internationale Type par Industrie



activités économiques pour classer et catégoriser les différentes composantes de l'économie.

En somme, ce document offre une vue d'ensemble de la situation économique du Niger en 2025, en fournissant des données et des informations essentielles sur les principaux agrégats économiques.

3. TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU SCN 2008 ET DE CHANGEMENT D'ANNEE DE BASE

Conformément à sa mission de fournir aux autorités et autres utilisateurs des indicateurs permettant une meilleure mesure et évaluation des activités économiques, et afin de se conformer aux recommandations internationales pour la mise en œuvre du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger a entrepris d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008. Cette initiative a nécessité une mobilisation substantielle de ressources humaines, matérielles et financières.

Les travaux de mise à jour du PIB selon la nouvelle base 2015 et de migration vers le SCN 2008 ont débuté en juillet 2016. Cette transition a impliqué l'adoption de nouvelles nomenclatures d'activités (CITI, rev4) et de produits (CPC, rev2), ainsi que l'intégration des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages et de l'Agriculture (ECVMA) de 2014 et de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017. Ces changements ont été renforcés par des enquêtes légères multiples et des améliorations méthodologiques.

Les principales nouveautés du SCN 2008 incluent notamment : (i) le calcul et la ventilation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) ; (ii) l'estimation de la production non marchande de la Direction nationale de la BCEAO pour le Niger ; (iii) le calcul de la production de l'assurance dommage à partir des indemnités ajustées et des suppléments de primes ajustés ; (iv) le traitement de la recherche et développement ; (v) la création d'un sous-secteur pour les Institutions sans but lucratif au service des ménages ; (vi) la prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation brute de capital fixe ; (vii) la production non marchande des ménages en recherche d'eau.

Les améliorations de la couverture des données ainsi que celles des méthodes de traitement et la prise en compte des changements du SCN 2008 ont concerné presque tous les secteurs de l'activité économique. L'ensemble des travaux de changement de l'année de base et d'application du SCN 2008 a conduit à une réévaluation significative du PIB de 33,3 % par rapport à l'ancienne base de 2006. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la couverture des données sources (18,3 %) ainsi qu'à l'amélioration des méthodes de traitement et à la prise en compte des changements du SCN 2008 (15,0 %).

De plus, de nouveaux travaux sont en cours pour l'adoption d'une nouvelle base, notamment la réalisation du Recensement Général des Entreprises (ReGEN) par l'INS en 2022 et complété en 2023, l'enquête sur les Instituts Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) en 2025, l'enquête de structure auprès des entreprises du secteur moderne en 2025 et l'enquête sur les prix producteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la forêt en 2025-2026.

4. RETROPOLATION DE LA SERIE DES COMPTES NATIONAUX

Les changements de l'année de base et de système dans les comptes nationaux sont des démarches visant à améliorer la qualité et la pertinence des comptes nationaux en fonction des évolutions économiques, des besoins d'analyse et des normes internationales. Cependant, ces changements peuvent entraîner des ruptures dans les séries de données, ce qui peut rendre difficile la comparaison entre les périodes.

Afin de conserver une cohérence dans les séries de comptes nationaux malgré les changements, une pratique courante est de rétopoler les nouvelles données ou d'extrapoler les anciennes données en utilisant la nouvelle année de base et le nouveau système comptable. Cela signifie que les anciennes données sont recalculées selon les nouvelles normes et méthodes, afin de créer une série continue et homogène dans le temps. En d'autres termes, il s'agit de recalculer les séries de l'ancienne base selon les cadres de la nouvelle base. Cette méthode permet de garantir la compatibilité des données historiques avec les nouvelles normes et qu'elles peuvent être utilisées pour des comparaisons et des analyses continues.

Une révision majeure des comptes nationaux, comme le changement d'année de base ou l'adoption d'un nouveau système comptable, nécessite non seulement la création de nouvelles séries de données pour les nouvelles notions ou parties du système qui n'étaient pas prises en compte précédemment, mais aussi la correction des données déjà publiées pour intégrer les changements de concepts, classifications, méthodes d'estimation, et pour rectifier d'éventuelles erreurs identifiées dans les chiffres antérieurs. De plus, de nouvelles données provenant des recensements ou des enquêtes périodiques de référence peuvent être intégrées pour assurer l'exactitude et la cohérence des données révisées.

En somme, les révisions des comptes nationaux visent à améliorer la qualité et la fiabilité des données, mais nécessitent aussi des efforts considérables pour assurer la cohérence des séries historiques et leur adaptation aux nouvelles normes et réalités économiques.



Il est prévu en perspective en 2026, de rétropoler la série 2014 à 2000, étant donné que la série 2015-2021 a été révisée pour se rapprocher davantage du SCN 2008. A cet effet, il y a une feuille de route qui a été élaborée par la dernière mission d'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest. Parmi les multiples méthodes de rétropolation, celle qui sera utilisée pour remonter la nouvelle série des comptes (base 2015) est la méthode dite de raccordement qui s'inscrit dans la famille des méthodes de rétropolation mécanique. Le raccordement se réfère à une estimation à rebours utilisant les taux de croissance des anciennes séries sur le niveau de l'année de base qui sert de point de liaison. Le raccordement élève ou abaisse le niveau de la série historique en proportion constante dans le temps.

Cela peut être fait en calculant un simple rapport entre les niveaux de la nouvelle série et de l'ancienne série pour une période de chevauchement et en utilisant ce rapport pour prolonger la série jusqu'à la date souhaitée. Cela maintient les taux de croissance de la série chronologique mais augmente ou diminue le niveau de la série, tout en augmentant ou diminuant son poids dans l'agrégation.

Selon les principes de la méthode, les évolutions de la nouvelle base dans le passé seraient les mêmes que celles de l'ancienne base convenablement modifiées. Au sein de la composition de l'agrégat, un niveau de détail est choisi et chaque série dans ce niveau de détail est recalculée de manière isolée. Pour chaque série de la nouvelle base, il est reconstruit son équivalente en ancienne base corrigée des éventuelles erreurs connues et des modifications de concepts et/ou de nomenclature.

5. DIFFICULTES ET LIMITES DU DOCUMENT

Au niveau des sociétés non financières, la distinction entre les entreprises du secteur formel et celles du secteur informel demeure complexe à maîtriser. Des défis persistent également en ce qui concerne la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), la qualité du remplissage de ces DSF et le manque de détails dans certaines rubriques pourtant nécessaires pour garantir une élaboration plus précise et fiable des comptes nationaux.



I. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Décélération du rythme de la croissance de l'activité économique en 2025 qui passe de 8,3 % en 2024 à 6,9 % en 2025.

Une décélération du rythme de l'activité économique est constatée en 2025. En effet, la croissance s'est établie à 6,9 %, après 8,3 % en 2024. En termes de contribution, elle est principalement attribuable à l'augmentation de la production agricole (+ 1,9 point), des Activités extractives (+ 1,4 point), du Transports et entreposages (+ 0,5 point) et de l'Administration Publique (+ 0,5 point).

1.1 SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET NATIONALE

Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) publiées dans son rapport sur les perspectives économiques en janvier 2026, la croissance de l'économie mondiale a été globalement stable à 3,3 % en 2025, par rapport à 2024. Cette stabilité de l'activité économique mondiale s'explique par un équilibre entre des forces opposées à savoir d'un côté, les tensions commerciales au niveau international et la situation géopolitique au Moyen Orient et de l'autre côté, l'expansion des investissements technologiques, notamment liés à l'Intelligence Artificielle (IA), des conditions financières encore globalement favorables et la capacité d'adaptation du secteur privé.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a été résiliente en 2025 dans un environnement encore marqué par des vulnérabilités budgétaires, monétaires et extérieures, eu égard à l'estimation d'une croissance du PIB de l'Afrique de 4,4 % en 2025, après 4,1 % en 2024 (FMI, perspectives économiques de janvier 2026). La croissance en Afrique subsaharienne est restée au-dessus de la moyenne mondiale (3,3 % en 2025), la positionnant comme l'une des zones à la croissance la plus rapide, même si le rythme varie largement entre pays.

Ainsi au Nigéria, la croissance économique en 2025 estimée à 4,2 % résulte de l'accroissement de la production pétrolière, des effets de la nouvelle raffinerie domestique et de la bonne tenue des services.

Quant aux pays membres de la zone UEMOA, les dernières estimations de la BCEAO en mars 2026, situent la croissance du PIB de l'Union, en termes réels, à 6,7 % en 2025 contre 6,2 % en 2024, principalement soutenue par un regain d'activités dans le secteur tertiaire, notamment les activités commerciales et les services.

Tableau 1 : Evolution de la croissance économique mondiale par zone économique et pays (%)

Zone économique	2024	2025
Monde	3,3	3,3
Afrique subsaharienne	4,1	4,4
Nigeria	4,1	4,2
UEMOA	6,2	6,7

Source : FMI (rapport sur les perspectives économiques mondiales de janvier 2026) et BCEAO (rapport sur la politique monétaire de mars 2026).

Au niveau national, les premières estimations de l'activité économique font ressortir un taux de croissance économique de 6,9 % en 2025, contre 8,3 % en 2024. Du côté de l'offre, cette dynamique provient en grande partie du secteur secondaire (+ 12,6 %) qui a été marqué par une bonne performance des activités extractives, notamment l'extraction du pétrole brut. Cette progression économique est aussi imputable au secteur tertiaire qui s'est accru de 7,1 % en lien avec la bonne tenue du secteur des transports et de l'Administration Publique. Sur le plan de la demande, l'accélération de la croissance en 2025 est principalement liée à l'atténuation de la contraction des investissements qui passe de - 10,1 % en 2024 à - 0,03 % en 2025. Par ailleurs, les impôts et taxes nets sur les produits ont connu une hausse de 7,8 % après un repli de 11,4 %.



Les prix des produits à la consommation des ménages ont suivi une tendance baissière, comparativement à l'année 2024. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, est ressortie à - 4,7 % en 2025, contre 9,1 % l'année précédente.

Tableau 2 : Principaux indicateurs de l'Economie Nationale

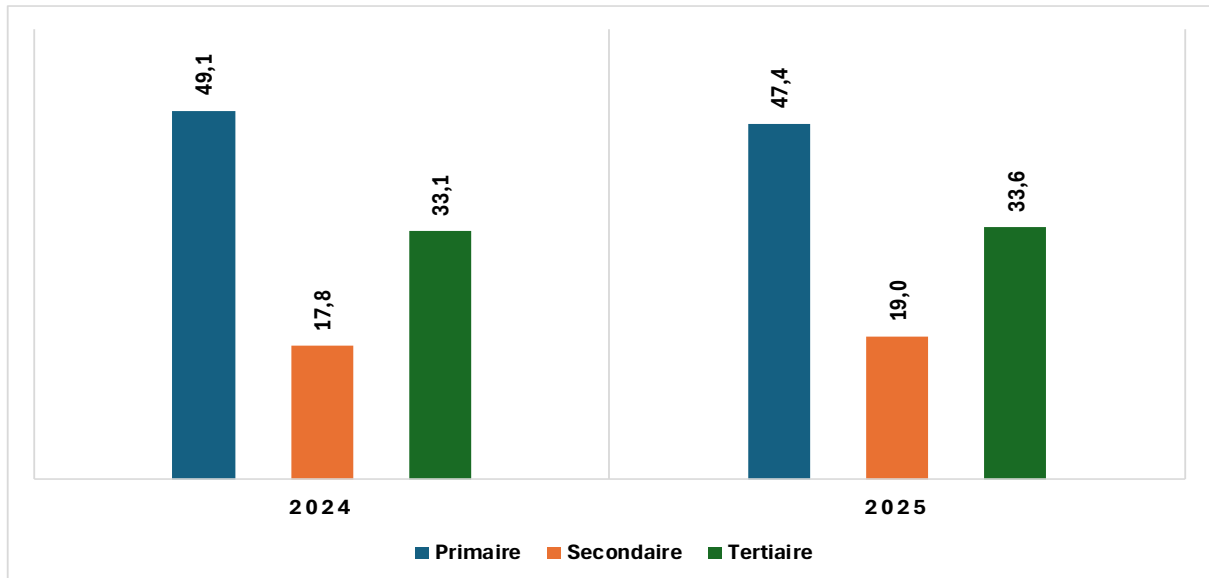
Libellés	2024	2025
Produit Interieur Brut		
Taux de croissance du PIB réel (%)	8,3	6,9
PIB nominal (en milliers de FCFA)	11 963 063	12 354 116
PIB réel (en milliers de FCFA)	9 414 695	10 063 627
Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité (%)		
Secteur primaire	12,3	4,7
Secteur secondaire	15,9	12,6
Secteur tertiaire	1,7	7,1
Total des valeurs ajoutées	9,1	6,9
Impôts sur les produits	-11,4	7,8
PRIX ET INFLATION (%)		
Inflation en moyenne annuelle	9,1	-4,7
Variation du déflateur du PIB	7,4	-3,4
FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE (% DU PIB)		
Solde budgétaire global hors dons	-5,7	-4,6
Solde budgétaire global (dons inclus)	-4,3	-2,5
Encours de la dette extérieure	26,2	25,7
Encours de la dette intérieure	20,3	22,2
ECHANGES EXTERIEURS		
Balance commerciale CAF/FOB en % du PIB	-6,4	-3,0
Exportations de biens et de services en % PIB	9,0	13,4
Importations de biens et de services en % PIB	15,4	16,5
Taux de couverture du commerce extérieur (%)	58,5	81,5

Source : Institut National de la Statistique

En 2025, les activités économiques ont été particulièrement dominées par le secteur primaire qui occupe une part importante de 47,4 % dans la richesse totale produite, suivi du secteur tertiaire (33,6 %) et du secondaire (19,0 %). La même tendance est observée au cours de l'année 2024

durant laquelle le secteur primaire occupait 49,1 % du PIB, suivi par le secteur tertiaire (33,1 %) et par le secteur secondaire (17,8 %).

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)



Source : Institut National de la Statistique

1.2 TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR BRANCHES D'ACTIVITES

En 2025, l'économie nigérienne a enregistré un taux de croissance remarquable de 6,9 %. Toutefois, ce résultat traduit un léger ralentissement par rapport à l'année 2024, au cours de laquelle le taux de croissance s'était établi à 8,3 %.

S'agissant du secteur primaire, il affiche un taux de croissance de 4,7 % en 2025, contre 12,3 % en 2024, soit une baisse de 7,6 points de pourcentage. Au sein de ce secteur, la branche « Agriculture » et la branche « Sylviculture et exploitation forestière » ont enregistré des taux de croissance respectifs de 5,0 % et 3,9 %.

En ce qui concerne le secteur secondaire, le taux de croissance s'établit à 12,6 % en 2025. Néanmoins, ce résultat marque un faible ralentissement par rapport à 2024, année durant laquelle la croissance atteignait 15,9 %, soit une baisse de 3,3 points de pourcentage. Les branches les plus dynamiques de ce secteur sont : « Activités extractives », avec une progression de 22,9 % ; « Construction » avec 9,9 % et « Production et distribution d'électricité et de gaz », avec 8,4 %.

Quant au secteur tertiaire, il affiche un taux de croissance de 7,1 % en 2025, contre 1,7 % en 2024, soit une progression de 5,4 points de pourcentage. Contrairement aux secteurs primaire et secondaire qui ont connu un ralentissement, le secteur tertiaire se distingue par une accélération notable de son rythme de croissance. Les branches « Transport et Entreposage »,



« enseignements » et « Activités professionnelles, scientifiques et techniques » ont enregistré les performances les plus élevées, avec des taux de croissance respectifs de 26,3 %, 9,0 % et 8,7 %.

Tableau 3 : Taux de croissance des branches d'activités (%)

Branches d'activités	2024	2025
Secteur primaire		
Agriculture	14,8	5,0
Élevage et chasse	5,0	3,1
Sylviculture et exploitation forestière	4,3	3,9
Pêche, pisciculture, aquaculture	3,5	3,0
Secteur Secondaire		
Activités extractives	60,2	22,9
Activités de fabrication	3,4	5,9
Production et distribution électricité et gaz	4,4	8,4
Production et distribution eau, assainissement	3,7	3,8
Construction	-4,9	9,9
Secteur Tertiaire		
Commerce, réparation auto et motocycles	-4,0	3,1
Transports et entreposages	15,1	26,3
Activités d'hébergement et de restauration	-0,4	6,4
Communications et information	4,8	4,4
Activités financières et d'assurances	0,4	4,0
Activités immobilières	4,9	4,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,3	8,7
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-1,9	8,3
Activités d'administration publique	-1,4	8,0
Enseignement	4,7	9,0
Activités de santé humaine et d'action sociale	-2,3	4,9
Autres services n.c.a	46,1	11,9

Source : Institut National de la Statistique

1.3 CONTRIBUTION DES BRANCHES D'ACTIVITES A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le secteur tertiaire contribue le plus à la croissance économique en 2025 avec 2,3 points. A cela s'ajoutent les secteurs primaire et secondaire, dont les contributions s'établissent à 2,2 points chacun.

En ce qui concerne le secteur primaire, la branche « Agriculture » est celle qui a le plus contribué à la croissance économique (+ 1,9 point). Les branches « Élevage » et « chasse et Sylviculture et exploitation forestière » ont également apporté leur concours à cette dynamique, avec des contributions relativement modestes s'établissant respectivement à 0,2 point et 0,1 point.

Du côté du secteur secondaire, la branche « Activités extractives » se distingue comme principal soutien à la croissance avec 1,4 point. Elle est suivie par les branches « Activités de fabrication », « Construction » et « distribution d'électricité et de gaz », avec des contributions respectives de + 0,4 point ; + 0,3 point et + 0,1 point.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, les branches ayant apporté les contributions les plus significatives à la croissance économique sont : « Transports et entreposages », « Activités d'administration publique » et « Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motos », avec des contributions respectives de + 0,5 point ; + 0,5 point et + 0,4 point.

Tableau 4 : Contribution des branches d'activités à la croissance économique (%)

Branches d'activités	2024	2025
Secteur primaire	5,4	2,2
Agriculture	4,9	1,9
Élevage et chasse	0,4	0,2
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0
Secteur Secondaire	2,8	2,2
Activités extractives	2,7	1,4
Activités de fabrication	0,2	0,4
Production et distribution électricité et gaz	0,0	0,1
Production et distribution eau, assainissement	0,0	0,0
Construction	-0,2	0,3
Secteur Tertiaire	0,6	2,3
Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motos	-0,6	0,4
Transports et entreposages	0,3	0,5
Activités d'hébergement et de restauration	0,0	0,0
Communications et information	0,1	0,1
Activités financières et d'assurances	0,0	0,0
Activités immobilières	0,1	0,0
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,0	0,0
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	0,0	0,1
Activités d'administration publique	-0,1	0,5
Enseignement	0,1	0,2
Activités de santé humaine et d'action sociale	0,0	0,1
Autres services n.c.a	0,7	0,2

Source : Institut National de la Statistique



1.4 EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2025, les dépenses de consommation finale ont progressé de 4,1 %, marquant toutefois un ralentissement par rapport à 2024 au cours de laquelle ce taux s'établissait à 5,1 %, soit une baisse de 1,0 point de pourcentage. Il est à noter une croissance des dépenses de consommation finale privée (Ménages et ISBLSM) de 3,3 % et celle des Administrations Publiques (APU) de 9,1 % en 2025.

Sur le plan de l'investissement, il ressort une atténuation de la contraction par rapport à l'année précédente (de - 10,1 % à - 0,03 %). En effet, cette atténuation résulte de la reprise de la Formation Brute de Capital Fixe dont le taux de croissance s'établit à 2,3 % en 2025 contre - 13,4 % en 2024, soit une progression de 15,7 points de pourcentage.

S'agissant des exportations de biens et services, elles ont connu un rebond significatif, passant de 22,9 % en 2024 à 57,7 % en 2025, soit une progression de 34,8 points de pourcentage. Quant aux importations de biens et services, elles ont également enregistré une reprise, leur taux de croissance passant de - 22,9 % en 2024 à + 11,2 % en 2025, soit une hausse de 34,1 points de pourcentage. Par conséquent, le déficit de la balance des biens et services s'est réduit de 54,3 % en 2025 par rapport à 2024.

Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (%)

	2024	2025
(1) Dépense de consommation finale	5,1	4,1
Dépense de consommation finale privée (Ménages et ISBLSM)	6,3	3,3
Dépense de consommation finale des APU	-1,6	9,1
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-10,1	-0,02
Formation brute de capital fixe	-13,4	2,3
Variation de stocks	569,8	-47,0
(3) Exportations nettes	-49,5	-54,3
Exportations de biens et de services	22,9	57,7
Importations de biens et de services	-22,9	11,2
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	8,3	6,9

Source : Institut National de la Statistique

CONCLUSION

Globalement, l'année 2025 a été marquée par un ralentissement de la croissance économique nationale, principalement imputable à la décélération du rythme de la production agricole passant de 14,8 % à 5,0 %. Toutefois, cette croissance demeure robuste avec un taux de 6,9 % contre 8,3 % en 2024, à la faveur du regain de dynamisme du secteur tertiaire et du recouvrement des impôts et des taxes nets sur les produits. Après des performances plus soutenues en 2024, ce ralentissement met en évidence la sensibilité de l'économie face aux chocs, tant externes qu'internes. Il apparaît donc essentiel de renforcer la résilience du secteur primaire, en particulier celui de la branche « Agriculture », avec la poursuite des efforts engagés dans le domaine de l'irrigation, afin de faire face aux crises futures et de relancer durablement la croissance économique.



REMERCIEMENTS

Ce document a reçu les contributions des personnes ci-après :

- **Monsieur Moussa MAMAN HASSAN**, Directeur Général de l'INS ;
- **Monsieur Issaka AMADOU MAMANE**, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Études Économiques (DCNCEE) de l'INS ;
- **Les membres du « Comité-Qualité des données produites par le Système Statistique National (SSN) »** créé par Décision N° 000322 ME/F/INS/DRH/DARC du 17 décembre 2025.

La reproduction de ce document a été assurée par :

- **Madame ABDOURAHAMANE Rabi Mahamadou**, Chef de Service Imprimerie ;
- **Messieurs Kassoum ABDOUL KADER BACHARD, Ousmane DJINGAREY, Mohamed MOUSSA, Alhassane TAHIROU**, Cadre au Service Imprimerie.

La diffusion de ce document a été assurée par :

- **Monsieur Issoufou SAIDOU**, Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique, INS ;
- **Monsieur Boubacar ZAKOU**, Chef de la Division de l'Imprimerie, de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Madame ALI Hadiza**, Cheffe de Service de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Monsieur Abass Ali TASSIOU**, Chef de la Division des Systèmes d'Information et de Base de données, INS.

Éditeur de la publication : Institut National de la Statistique (INS-Niger).



ANNEXES : SERIE DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS 2024-2025

**Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA)**

Libellés	2024	2025
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE		
(1) Production	16 501 293	17 131 982
<i>dont informelle</i>	9 985 686	9 635 510
(2) Consommation intermédiaire	4 845 189	5 153 991
<i>dont informelle</i>	2 301 198	2 323 631
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	11 656 104	11 977 990
Sociétés non financières	2 713 811	3 388 020
Sociétés financières	113 319	118 302
Administrations publiques	1 056 643	1 074 582
Ménages	7 684 488	7 311 879
ISBLSM	87 842	85 207
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	306 959	376 126
Produit Intérieur Brut = (3) +(4)	11 963 063	12 354 116
EN VOLUME CHAINE AU PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Production	12 805 528	13 761 807
<i>dont informelle</i>	7 142 451	7 136 439
(2) Consommation intermédiaire	3 834 186	4 175 848
<i>dont informelle</i>	1 786 168	1 814 805
(3) Valeur ajoutée	8 969 634	9 585 649
Sociétés non financières	2 637 955	3 374 993
Sociétés financières	97 153	101 038
Administrations publiques	846 384	915 591
Ménages	5 343 720	5 312 219
ISBLSM	71 126	68 416
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	412 382	444 717
Ecart Statistique	32 680	33 261
Produit Intérieur Brut	9 414 695	10 063 627

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025
SECTEUR MODERNE	4 278 575	5 042 238
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	1 691	3 887
Activités extractives	672 506	776 041
Activités de fabrication	302 174	316 217
Production et distribution électricité et gaz	63 946	70 444
Production et distribution eau, assainissement	20 025	22 290
Construction	304 759	364 355
Commerce, réparation auto et motocycles	719 280	1 076 758
Transports et entreposages	116 712	176 830
Activités d'hébergement et de restauration	47 370	52 380
Communications	142 853	153 814
Activités financières et d'assurances	113 319	118 302
Activités immobilières	3 089	3 637
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	62 194	63 843
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	37 386	45 648
Activités d'administration publique	773 544	783 510
Enseignement	277 004	285 766
Activités de santé humaine et d'action sociale	100 298	104 434
Autres services n.c.a	213 467	247 955
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	306 959	376 126
SECTEUR INFORMEL	7 684 488	7 311 879
Agriculture	4 572 552	4 337 222
Élevage et chasse	824 242	1 005 348
Sylviculture et exploitation forestière	242 466	239 176
Pêche, pisciculture, aquaculture	87 635	86 237
Activités extractives	60 659	63 119
Activités de fabrication	533 717	560 101
Production et distribution électricité et gaz	13 308	13 429
Production et distribution eau, assainissement	40 816	44 024
Construction	57 872	49 635
Commerce, réparation auto et motocycles	747 078	402 886
Transports et entreposages	113 561	122 489
Activités d'hébergement et de restauration	32 433	16 636
Communications	6 446	6 715
Activités immobilières	118 509	123 299
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	118 861	119 710
Enseignement	36 473	35 765
Activités de santé humaine et d'action sociale	43 864	49 440
Autres services n.c.a	33 995	36 648
Produit Intérieur Brut	11 963 063	12 354 116

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chaîné aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025
SECTEUR MODERNE	4 065 148	4 891 640
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	3 041	2 404
Activités extractives	733 571	911 558
Activités de fabrication	258 665	284 811
Production et distribution électricité et gaz	66 863	73 112
Production et distribution eau, assainissement	21 231	21 973
Construction	486 635	542 022
Commerce, réparation auto et motocycles	501 084	780 251
Transports et entreposages	94 805	141 131
Activités d'hébergement et de restauration	42 347	47 077
Communications	170 381	177 848
Activités financières et d'assurances	97 153	101 038
Activités immobilières	3 882	4 528
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	44 844	48 730
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	18 562	22 894
Activités d'administration publique	587 544	634 790
Enseignement	258 629	283 740
Activités de santé humaine et d'action sociale	81 864	86 298
Autres services n.c.a	161 485	182 735
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	412 382	444 717
SECTEUR INFORMEL	5 343 720	5 312 219
Agriculture	2 706 091	2 841 909
Élevage et chasse	705 705	727 569
Sylviculture et exploitation forestière	170 936	177 525
Pêche, pisciculture, aquaculture	73 165	75 396
Activités extractives	48 424	51 906
Activités de fabrication	418 526	433 274
Production et distribution électricité et gaz	12 702	13 190
Production et distribution eau, assainissement	40 724	42 304
Construction	96 264	98 453
Commerce, réparation auto et motocycles	586 862	307 614
Transports et entreposages	81 729	84 263
Activités d'hébergement et de restauration	116 924	116 178
Communications	6 107	6 336
Activités immobilières	128 540	133 328
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	50 891	52 726
Enseignement	33 907	35 213
Activités de santé humaine et d'action sociale	36 020	37 376
Autres services n.c.a	25 569	26 501
Ecart statistique	5 827	-140 232
Produit Intérieur Brut	9 414 695	10 063 627

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025
Secteur primaire (1)	5 728 587	5 671 870
Agriculture	4 572 668	4 337 300
Elevage et chasse	825 817	1 009 157
Sylviculture et exploitation forestière	242 466	239 176
Pêche, pisciculture, aquaculture	87 635	86 237
Secteur secondaire (2)	2 069 783	2 279 654
Activités extractives	733 165	839 160
Activités de fabrication	835 891	876 318
Production et distribution électricité et gaz	77 254	83 872
Production et distribution eau, assainissement	60 841	66 314
Construction	362 631	413 990
Secteur tertiaire (3)	3 857 735	4 026 466
Commerce, réparation auto et motocycles	1 466 358	1 479 643
Transports et entreposages	230 273	299 319
Activités d'hébergement et de restauration	79 803	69 016
Communications	149 299	160 530
Activités financières et d'assurances	113 319	118 302
Activités immobilières	121 597	126 936
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	62 194	63 843
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	156 247	165 358
Activités d'administration publique	773 544	783 510
Enseignement	313 478	321 531
Activités de santé humaine et d'action sociale	144 161	153 874
Autres services n.c.a	247 461	284 603
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	11 656 104	11 977 990
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	306 959	376 126
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	11 963 063	12 354 116

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chaîné aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025
Secteur primaire (1)	3 680 991	3 852 361
Agriculture	2 706 147	2 841 947
Elevage et chasse	708 728	730 365
Sylviculture et exploitation forestière	170 936	177 525
Pêche, pisciculture, aquaculture	73 165	75 396
Secteur secondaire (2)	2 164 744	2 438 406
Activités extractives	782 978	961 893
Activités de fabrication	670 121	709 684
Production et distribution électricité et gaz	79 458	86 130
Production et distribution eau, assainissement	62 052	64 381
Construction	584 376	642 395
Secteur tertiaire (3)	3 086 154	3 303 882
Commerce, réparation auto et motocycles	1 097 684	1 131 554
Transports et entreposages	177 542	224 228
Activités d'hébergement et de restauration	101 391	107 851
Communications	176 581	184 272
Activités financières et d'assurances	97 153	101 038
Activités immobilières	132 645	138 022
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	44 844	48 730
Activités de soutien aux entreprises et de bureaux	71 186	77 113
Activités d'administration publique	587 544	634 790
Enseignement	292 547	318 958
Activités de santé humaine et d'action sociale	117 848	123 639
Autres services n.c.a	187 036	209 205
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	8 969 634	9 585 649
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	412 382	444 717
Écart Statistique	32 680	33 261
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	9 414 695	10 063 627

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE		
(1) Dépense de consommation finale	9 916 916	9 979 351
Dépense de consommation finale privée	8 574 563	8 581 797
Dépense de consommation finale des APU	1 342 353	1 397 554
(2) Formation brute de capital (Investissement)	2 810 980	2 750 895
(21) Formation brute de capital fixe	2 680 547	2 677 440
(22) Variation de stocks	130 433	73 455
(3) Exportations nettes	-764 833	-376 130
Exportations de biens et de services	1 076 416	1 657 220
Importations de biens et de services	1 841 249	2 033 350
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	11 963 063	12 354 116
EN VOLUME CHAINE AUX PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Dépense de consommation finale	7 450 380	7 758 291
Dépense de consommation finale privée	6 350 729	6 563 325
Dépense de consommation finale des APU	1 084 373	1 183 579
(2) Formation brute de capital (Investissement)	2 617 723	2 617 076
(21) Formation brute de capital fixe	2 520 418	2 577 378
(22) Variation de stocks	134 732	71 439
(3) Exportations nettes	-647 968	-296 013
Exportations de biens et de services	848 546	1 338 176
Importations de biens et de services	1 536 541	1 708 187
Ecart Statistique	-5 440	-15 726
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	9 414 695	10 063 627

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 7 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité (%)**

Libellés	2024	2025
Secteur primaire (1)	12,3	4,7
Agriculture	14,8	5,0
Élevage et chasse	5,0	3,1
Sylviculture et exploitation forestière	4,3	3,9
Pêche, pisciculture, aquaculture	3,5	3,0
Secteur secondaire (2)	15,9	12,6
Activités extractives	60,2	22,9
Activités de fabrication	3,4	5,9
Production et distribution électricité et gaz	4,38	8,4
Production et distribution eau, assainissement	3,7	3,8
Construction	-4,9	9,9
Secteur tertiaire (3)	1,7	7,1
Commerce, réparation auto et motocycles	-4,0	3,1
Transports et entreposages	15,1	26,3
Activités d'hébergement et de restauration	-0,4	6,4
Communications et information	4,8	4,4
Activités financières et d'assurances	0,4	4,0
Activités immobilières	4,9	4,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,3	8,7
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-1,9	8,3
Activités d'administration publique	-1,4	8,0
Enseignement	4,7	9,0
Activités de santé humaine et d'action sociale	-2,3	4,9
Autres services n.c.a	46,1	11,9
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	9,1	6,9
(5) Impôts sur les produits	-11,4	7,8
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	8,3	6,9

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 8 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (%)

Libellés	2024	2025
Secteur primaire (1)	112,8	94,6
Agriculture	117,2	90,3
Élevage et chasse	95,5	118,6
Sylviculture et exploitation forestière	107,2	95,0
Pêche, pisciculture, aquaculture	101,2	95,5
Secteur secondaire (2)	99,7	97,8
Activités extractives	99,6	93,2
Activités de fabrication	108,1	99,0
Production et distribution électricité et gaz	98,7	100,2
Production et distribution eau, assainissement	101,4	105,1
Construction	84,8	103,9
Secteur tertiaire (3)	106,5	97,5
Commerce, réparation auto et motocycles	108,8	97,9
Transports et entreposages	94,4	102,9
Activités d'hébergement et de restauration	123,9	81,3
Communications et information	96,2	103,0
Activités financières et d'assurances	114,6	100,4
Activités immobilières	89,8	100,3
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	114,7	94,5
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	114,2	97,7
Activités d'administration publique	110,0	93,7
Enseignement	99,6	94,1
Activités de santé humaine et d'action sociale	108,9	101,7
Autres services n.c.a	105,2	102,8
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	108,2	96,2
(5) Impôts sur les produits	85,0	113,6
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	107,4	96,6

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 9 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (%)**

Libellés	2024	2025
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL		
(1) Dépense de consommation finale	5,1	4,1
Dépense de consommation finale privée	6,3	3,3
Dépense de consommation finale des APU	-1,6	9,1
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-10,1	-0,0
(21) Formation brute de capital fixe	-13,4	2,3
(22) Variation de stocks	569,8	-47,0
(3) Exportations nettes	-49,5	-54,3
Exportations de biens et de services	22,9	57,7
Importations de biens et de services	-22,9	11,2
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	8,3	6,9
DEFLATEURS DU PIB		
(1) Dépense de consommation finale	109,1	96,6
Dépense de consommation finale privée	109,4	96,8
Dépense de consommation finale des APU	107,1	95,4
(2) Formation brute de capital (Investissement)	101,0	97,9
(21) Formation brute de capital fixe	100,5	97,7
(22) Variation de stocks	110,5	106,2
(3) Exportations nettes	103,7	107,6
Exportations de biens et de services	103,3	97,6
Importations de biens et de services	103,5	99,3
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	107,4	96,6

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 10 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)

Libellés	2024	2025
Secteur primaire (1)	5,4	2,2
Agriculture	4,9	1,9
Élevage et chasse	0,4	0,2
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,03	0,02
Secteur secondaire (2)	2,8	2,2
Activités extractives	2,69	1,4
Activités de fabrication	0,2	0,4
Production et distribution électricité et gaz	0,0320	0,05
Production et distribution eau, assainissement	0,02	0,02
Construction	-0,2	0,3
Secteur tertiaire (3)	0,6	2,3
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,6	0,4
Transports et entreposages	0,3	0,51
Activités d'hébergement et de restauration	-0,0	0,04
Communications et information	0,07	0,05
Activités financières et d'assurances	0,00	0,038
Activités immobilières	0,06	0,0
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,00	0,0
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-0,0	0,11
Activités d'administration publique	-0,1	0,5
Enseignement	0,1	0,2
Activités de santé humaine et d'action sociale	-0,0	0,06
Autres services n.c.a	0,7	0,2
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	8,8	6,7
(5) Impôts sur les produits	-0,5	0,2
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	8,3	6,9

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)**

Libellés	2024	2025
(1) Dépense de consommation finale	4,3	3,4
Dépense de consommation finale privée	4,5	2,4
Dépense de consommation finale des APU	-0,2	1,0
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-3,0	-0,0
(21) Formation brute de capital fixe	-4,0	0,5
(22) Variation de stocks	1,0	-0,5
(3) Exportations nettes	7,0	3,5
Exportations de biens et de services	1,9	5,2
Importations de biens et de services	-5,2	1,7
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	8,3	6,9

Source : Institut National de la Statistique

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES UTILISES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les administrations publiques sont des entités créées par décision politique, et qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Les fonctions principales des administrations sont de fournir des biens et services à la communauté dans son ensemble ou aux ménages de manière individuelle, de se financer par des impôts ou d'autres revenus, de redistribuer les revenus par des transferts, et de produire des biens et services non marchands.

AGREGATS

Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie (ex : la valeur ajoutée, le revenu, la consommation, l'épargne, le produit intérieur brut).

BRANCHES D'ACTIVITÉ

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activités ou dans des types d'activités similaires.

COMPTES A PRIX CONSTANTS

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié.

COMPTES A PRIX COURANTS

Ce sont des comptes dans lesquels les opérations sont évaluées aux prix effectifs convenus entre les parties. Les prix de marché constituent la référence de base pour la valorisation. En l'absence d'opération sur le marché, la valorisation est faite sur la base des coûts encourus ou par référence aux prix de marché pratiqués pour des biens ou des services analogues.

CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

C'est un coût de production qui représente l'usure normale du stock de capital fixe détenu par le producteur. La "normalité" exclut les destructions dues à la guerre ou à des catastrophes naturelles.

La consommation de capital fixe peut différer très sensiblement de l'amortissement comptable des

immobilisations dans la comptabilité des entreprises, notamment en cas d'inflation élevée.

Quand on soustrait cet agrégat des grandeurs brutes comme la valeur ajoutée brute ou l'épargne brute, on obtient des valeurs dites "nettes".

COMPTES EN VOLUME CHAINE

Ce sont des comptes à prix constant dans lesquels l'effet de la variation du prix est éliminé en mesurant les flux aux prix de l'année précédente. Le chaînage des volumes se fait en multipliant les indices en volume des années, chaque indice ayant pour base l'année précédente.

CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE

C'est la valeur des biens et services consommés lors d'un processus de production. Ces biens et services peuvent être transformés ou simplement utilisés lors de ce processus.

Elle exclut l'achat par les entreprises d'œuvres d'art, de métaux précieux ou de bijoux. Elle ne comprend pas non plus l'usure de capital fixe. En revanche la location de biens de capital fixe (machines, bâtiments), les droits, commissions, royalties, etc., sont considérés comme étant des consommations intermédiaires.

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DU PIB

Elle permet de savoir dans quel sens et de combien une composante a participé à l'évolution du PIB constant.

DÉFLATEUR DU PIB

Indice composite qui reflète la variation moyenne des prix des biens et services qui entrent dans la composition du PIB (PIB courant/PIB constant)

DÉPENSE DE CONSOMMATION FINALE

C'est ce que paient les ménages résidents en biens et services pour leur consommation.

Ceci exclut l'achat ou la construction pour compte propre de logements ainsi que l'achat d'objets de valeur.

La dépense de consommation par les administrations peut concerner des biens et services, marchands ou non marchands, collectifs ou individuels.



ECART STATISTIQUE

Lorsqu'on estime un agrégat en volume chaîné, il en découle la perte de l'additivité entre l'agrégat et ses composantes. L'écart statistique est observable comme étant la différence entre la somme des composantes d'un agrégat et la valeur de l'agrégat.

EPARGNE INTERIEURE BRUTE

Produit intérieur brut moins la dépense de consommation finale totale.

Les sociétés n'ayant pas de consommation finale, leur épargne est égale à leur revenu disponible.

EXPORTATIONS FAB

C'est la valeur des marchandises majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière, non compris le montant des droits et taxes de sortie.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)

C'est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production.

IMPORTATIONS CAF

C'est la valeur des importations (valeur de la marchandise au point de sortie du pays exportateur, plus les frais d'acheminement (fret et assurances) jusqu'à la frontière du pays importateur, mais avant tout paiement de droits ou de taxes d'entrée).

IMPOTS SUR LES PRODUITS

Ce sont des paiements sans contrepartie, en nature ou en espèces, effectués par les unités institutionnelles au bénéfice des administrations.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

C'est un indicateur de mesure de l'inflation au sein des pays membres de l'UEMOA. Cet indice est dit "harmonisé" car le même instrument de suivi de l'évolution des prix a été mis en place dans ces pays, en utilisant une méthodologie commune.

L'inflation peut être mesurée en glissement annuel ou en moyenne annuelle.

INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL

Variation des prix du mois de décembre de l'année courante par rapport au même mois de l'année précédente.

INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

Variation du rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois à la moyenne des indices des douze mois précédents.

INTERMEDIATION FINANCIERE

C'est l'activité de production par laquelle une unité institutionnelle encourt des dettes en son nom propre, dans le but d'acquérir des actifs financiers en s'engageant dans des opérations financières sur le marché.

MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE

Elle est définie comme une présentation des comptes du SCN sous forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et comptes sectoriels en vue, particulièrement, de l'analyse des relations entre les caractéristiques structurelles d'une économie et la distribution du revenu et des dépenses entre les groupes de ménages. La présentation qui est faite dans ce document est très agrégée et exclusivement exemplative.

MENAGES

C'est un secteur qui regroupe les activités d'entreprises individuelles des ménages. Ces activités peuvent relever du domaine du rural (agriculture, élevage, pêche et forêt) ou de celui de l'informel pur (toute activité économique non rurale et non enregistrée exercée par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels).

En dehors des activités d'entreprises individuelles, les ménages ont une fonction de consommation et de production de services de logement. Ils ont également une production non marchande de services domestiques.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS

La définition des branches dépend d'une nomenclature d'activités. Celle-ci a un lien étroit avec celle des produits, puisque chaque activité se caractérise en particulier par les produits qu'elle réalise. En conséquence, activités et produits constituent deux approches complémentaires pour définir le contour effectif de la production.

OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

Elles retracent l'origine des biens et services (ressources) utilisés par l'économie nationale et leurs différentes utilisations (emplois).

Le total des ressources en biens et services (production + importation) est nécessairement égal au total des

emplois (consommation intermédiaire + consommation finale + formation brute de capital fixe + variations de stocks + exportations).

POINT DE POURCENTAGE

C'est l'unité de la différence entre deux pourcentages. Elle est calculée par la soustraction des deux valeurs indiquées en pour cent.

POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

C'est la position de l'État vis-à-vis du système bancaire.

PRIX NÉGOCIÉ DE L'URANIUM

C'est le prix négocié entre les autorités nigériennes et les acheteurs.

PRODUCTION

La production peut être décrite d'une manière générale comme l'activité consistant à utiliser des "inputs" pour produire des "outputs".

Les outputs peuvent être des biens ou des services qui peuvent être délivrés à d'autres unités.

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels on peut établir des droits de propriétés, et dont la propriété peut être transférée d'une unité à une autre.

Les services sont définis comme des "changements dans les conditions de consommation". Ces modifications peuvent être :

- des modifications sur un bien consommé : transport, nettoyage, réparation, transformation, etc.;
- des modifications dans la condition physique des personnes : transport, services de santé, coiffure, etc.;
- des modifications dans la condition mentale des personnes : éducation, activité de conseil, etc.;
- des modifications dans l'état économique de l'unité elle-même : assurance, intermédiation financière, protection, etc.

On distingue :

- **la production marchande** : ensemble des biens et services pouvant faire l'objet de vente ou d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

- **la production des services non marchands** : services fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi gratuit.

PRODUCTION POUR COMPTE PROPRE DES MENAGES

C'est la production par les ménages de biens et services destinés à la consommation finale ou à la formation brute de capital fixe de ces ménages.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Lorsque l'on décompose l'activité de production d'une économie pendant une période donnée, on fait apparaître une création de valeur appelée valeur ajoutée. La somme des valeurs ajoutées des unités de production (ou des branches, ou des secteurs.) constitue la valeur créée dans l'ensemble de l'économie, appelée Produit Intérieur Brut.

On peut définir aussi le PIB comme la somme des rémunérations des salariés versées, des excédents bruts d'exploitation et des impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation reçues (c'est-à-dire moins subventions).

On distingue :

- **Le PIB par tête** : PIB divisé par l'effectif de la population au 1^{er} juillet.

- **Le PIB à prix courants** : PIB évalué aux prix courants du marché (on parle aussi de PIB nominal).

- **Le PIB à prix constants** : PIB évalué aux prix constants du marché (on parle aussi de PIB réel).

REMUNERATION DES SALARIES

C'est le total des sommes versées par une entreprise à ses employés, en nature ou en espèce, en contrepartie de leur travail au cours de la période de compte.

La notion de "rémunération des salariés" suppose l'existence d'un contrat, formel ou non, entre l'employeur et l'employé, par lequel une personne touche un salaire en contrepartie d'un travail.

REVENU NATIONAL BRUT (RNB)

Il est égal au PIB augmenté des revenus du travail et de la propriété provenant du reste du monde et diminué des revenus du travail et de la propriété versés au reste du monde.

REVENU MIXTE

C'est l'ensemble des revenus des ménages résultant des activités productrices d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage et du travail d'un ménage en tant qu'employé.

SECTEUR INFORMEL

Encore appelé secteur non structuré, il regroupe les unités productrices qui ont une activité non



enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

SECTEUR INSTITUTIONNEL

C'est un ensemble d'unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, on utilise la fonction économique principale et/ou les ressources principales. Les unités institutionnelles sont classées en quatre secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques et ménages.

SECTEUR MODERNE

Également appelé secteur formel, secteur structuré ou secteur organisé sur le plan comptable, il regroupe les unités productrices qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (DSF ou autres documents comptables) et/ou qui ont des structures de production dites modernes.

SECTEUR PRIMAIRE

Il comprend essentiellement les activités liées à la transformation du milieu naturel : agriculture, chasse, pêche et forêt.

SECTEUR PRIVE

Il comprend l'ensemble des entreprises dont le capital est détenu par des personnes physiques, des personnes morales privées ou des sociétés privées.

SECTEUR SECONDAIRE

Il regroupe les activités industrielles (y compris les industries extractives).

SECTEUR TERTIAIRE

Il inclut tout ce qui n'est pas classé dans le secteur primaire ou dans le secteur secondaire. Il est formé principalement des activités de services (commerce, transports, banques, assurances, administrations).

SERVICES D'ASSURANCES

L'activité d'assurance consiste à fournir individuellement à des unités institutionnelles exposées à certains risques une protection financière contre les conséquences que pourrait avoir la réalisation de ces risques.

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE

La production du service d'intermédiation financière, appelée "Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée" (SIFIM) est mesurée par la différence entre les revenus de la propriété perçus

(intérêts sur les prêts accordés) et les revenus de la propriété versés (intérêts payés). Les intérêts perçus excluent les intérêts sur fonds propres.

SOCIETES FINANCIERES

Elles regroupent les institutions de crédit et les entreprises d'assurance. Il s'agit de sociétés ayant une activité d'intermédiation financière ou une activité d'auxiliaire financier.

SOCIETES NON FINANCIERES

Les sociétés (ou quasi-sociétés) non financières sont des sociétés ou quasi-sociétés dont l'activité principale consiste à produire des biens ou des services non financiers marchands. Le secteur des sociétés non financières se compose de l'ensemble suivant d'unités institutionnelles résidentes :

- a) Toutes les sociétés non financières résidentes, indépendamment de la résidence de leurs actionnaires ;
- b) Toutes les quasi-sociétés non financières résidentes, y compris tous les établissements ou les succursales d'entreprises non financières étrangères qui sont engagés, sur une importante échelle et pour une longue durée, dans la production sur le territoire économique du pays ;
- c) Toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui sont des producteurs marchands de biens ou de services non financiers.

SOLDE BUDGETAIRE DE BASE

C'est l'ensemble des recettes courantes diminuées des dépenses courantes et des dépenses en capital sur ressources propres.

SUBVENTIONS

Ce sont des versements sans contrepartie opérés par les administrations, éventuellement non-résidentes, au profit des entreprises, et qui sont fonction du niveau de leur activité ou de la quantité ou de la valeur des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Elles ont pour objet d'influencer les niveaux de production, les prix auxquels sont vendus les produits, ou le revenu de l'entreprise.

TAUX DE COUVERTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

Rapport de la valeur des exportations de biens sur la valeur des importations de biens.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL

L'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie, le rythme de création de sa richesse.

NOMENCLATURE NATIONALE DES ACTIVITES-NATIONAL NOMENCLATURE OF ACTIVITIES

CODES	Correspondance CITI/ISIC	INTITULES	DESCRIPTION
A10	01	Agriculture et activités annexes	Agriculture and related activities
A20	01	Élevage, chasse et activités annexes	Animal production, hunting and related activities
A30	02	Sylviculture, exploitation forestière et activités annexes	Forestry, logging and related activities
A40	03	Pêche, pisciculture et aquaculture	Fishing, aquaculture and related activities
B10.1	06	Extraction d'hydrocarbures	Extraction of crude petroleum and natural gas
B10.2	07	Extraction de minerais d'uranium	Extraction of uranium ores
B10.3	07	Extraction de minerais d'or	Extraction of gold ores
B10.4	08	Extraction de pierres, sables et argile	Extraction of stones, sand and clay
B10.5	08	Autres activités extractives et de soutien	Other extractive activities and support service
C10.1	10 à 12	Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs	Manufacture of food products, beverages and tobacco
C10.2	13 à 15	Fabrication de textiles, d'habillement et de cuir	Manufacture of textiles, clothing and leather
C10.3	17,18	Fabrication de papier, imprimerie et reproduction	Manufacture of paper, printing and reproduction
C10.4	19	Cokéfaction et raffinage pétrolier	Manufacture of coke and refined petroleum products
C10.5	20, 21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	Manufacture of chemical and pharmaceutical products
C10.6	23	Ciment et autres produits minéraux	Cement and other mineral products
C10.7	16- 22, 24-33	Autres activités de fabrication	Other manufacturing
D10	D	Production et distribution d'électricité, de gaz et de vapeur	Production and distribution of electricity, gas and steam
E10	E	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets	Production and distribution of water, sanitation, waste management
F10	F	Construction	Construction
G10.1	45	Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	Sale and repair of motor vehicles and motorcycles
G10.2	46, 47	Commerce de gros et de détail	Wholesale and retail Trade
H10	H	Transports et entreposages	Transport and Storage
I10	I	Hébergement et restauration	Accommodation services, food and beverage service activities
J10	J	Information et communication	Information and communication
K10	K	Activités financières et d'assurances	Financial and insurance service activities
L10	L	Activités immobilières	Real estate activities
M10	M	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Professional, scientific and technical activities
N10	N	Activités de soutien et de bureau	Support and office activities
O10	O	Activités d'administration publique	Public administration
P10	P	Éducation	Education
Q10	Q	Activités de santé humaine et d'action sociale	Human health and social work activities
R10	R	Autres activités de services n.c.a	Other service activities



Institut National
de la Statistique

NIGER